Alexandre Boulatov (dir.)
Sergueï Jdanov, Iouri Kvachnine, Nina Mamedova

L'ÉCONOMIE DE LA RUSSIE ET DES PAYS DE L'EX-URSS

Manuel

Traduit du russe par Bruno Bisson

Cet ouvrage a été préparé avec le soutien du forum franco-russe
des sociétés civiles « Dialogue de Trianon »
(dialogue-trianon.ru/dialogue-trianon.fr)
et de l'université MGIMO

Tallandier

© Éditions Tallandier, 2020 pour la présente édition et la traduction française
48, rue du Faubourg-Montmartre – 75009 Paris
www.tallandier.com

ISBN : 979-10-210-4629-0

Recommandé par l'Association pédagogique et méthodologique des universités de Russie en tant que manuel pour les étudiants des établissements d'enseignement supérieur en économie, spécialité « économie nationale » et autres spécialités affiliées.

Auteurs :
– Alexandre Sergueïevitch BOULATOV (parties I et II) ;
– Iouri Dmitrievitch KVACHNINE (partie III) ;
– Nina Mikhaïlovna MAMEDOVA (parties IV et V) ;
– Sergueï Vladimirovitch JDANOV (partie VI).

Préambule

L'objectif de ce manuel est d'apporter au lecteur des connaissances sur les principaux problèmes et tendances et des pays de l'ex-Union soviétique, et aussi de le familiariser avec la logique et les outils d'analyse en matière d'économie nationale. À cette fin, la première partie du manuel est consacrée à la méthode d'analyse de l'économie de chaque pays.

Les premiers chapitres de la deuxième partie examinent les principales caractéristiques du modèle économique russe, la dynamique et l'échelle de l'économie russe, le capital fixe et le capital humain, ainsi que la politique économique menée par la Russie aujourd'hui. Les chapitres suivants présentent une analyse des secteurs industriels, financiers, commerciaux et sociaux de l'économie russe.

Les parties suivantes du manuel (III-VI) décrivent les autres économies post-soviétiques : celles d'Europe de l'Est, de Transcaucasie, d'Asie centrale et des pays baltes.

Le manuel se réfère aux standards pédagogiques de formation de l'enseignement supérieur professionnel en Russie pour la discipline « Économie ». La méthodologie utilisée pour l'analyse de l'économie nationale s'appuie sur le cours universitaire de théorie économique. En même temps, les méthodes traditionnelles d'analyse des pays utilisées sont celles qui sont coutumières des économistes russes.

Sommaire

Préambule 6
Introduction 9

Partie I. PRINCIPES DE L'ANALYSE DE L'ÉCONOMIE D'UN PAYS 11

Chapitre 1. Modèle économique d'un pays 13
Chapitre 2. Structure d'une économie nationale 31
Chapitre 3. Dynamique d'une économie nationale 54
Chapitre 4. Investissements et actifs fixes 68
Chapitre 5. Capital humain 79
Chapitre 6. Politique économique 88
Chapitre 7. Secteurs économiques 103

Partie II. LE MODÈLE ÉCONOMIQUE DE LA RUSSIE 133

Chapitre 8. Le modèle économique russe 135
Chapitre 9. Dynamiques et structures 156
Chapitre 10. Investissements et capital fixe 169
Chapitre 11. Capital humain 178
Chapitre 12. Politique économique 195
Chapitre 13. Économie réelle 208
Chapitre 14. Secteur financier 235
Chapitre 15. Commerce extérieur 255
Chapitre 16. Secteur social 278

Partie III. LES MODÈLES ÉCONOMIQUES DE LA BIÉLORUSSIE, DE LA MOLDAVIE ET DE L'UKRAINE 289

Chapitre 17. Similitudes et différences entre les économies des pays d'Europe orientale 291
Chapitre 18. Biélorussie 301
Chapitre 19. Moldavie 324
Chapitre 20. Ukraine 339

Partie IV. SPÉCIFICITÉS DES MODÈLES ÉCONOMIQUES DES PAYS DE TRANSCAUCASIE 361

Chapitre 21. Similitudes et différences dans les économies des pays du Sud-Caucase 363
Chapitre 22. Abkhazie 379
Chapitre 23. Azerbaïdjan 391
Chapitre 24. Arménie 409
Chapitre 25. Géorgie 424
Chapitre 26. Ossétie du Sud 439

Partie V. SPÉCIFICITÉS DES MODÈLES ÉCONOMIQUES D'ASIE CENTRALE 445

Chapitre 27. Similitudes et différences dans les économies des pays d'Asie centrale 447
Chapitre 28. Kazakhstan 463
Chapitre 29. Kirghizstan 484
Chapitre 30. Tadjikistan 499
Chapitre 31. Turkménistan 515
Chapitre 32. Ouzbékistan 533

Partie VI. LES PAYS BALTES : SPÉCIFICITÉS DES MODÈLES ÉCONOMIQUES DES PAYS BALTES 551

Chapitre 33. Similitudes et différences entre les économies des pays baltes 553
Chapitre 34. Lettonie 568
Chapitre 35. Lituanie 579
Chapitre 36. Estonie 589

Introduction

L'objectif de ce manuel est de fournir au lecteur des connaissances sur les principales tendances et problèmes des pays post-soviétiques, et aussi de le familiariser avec la logique et les outils d'analyse en matière d'économie nationale. À cette fin, le manuel commence dans sa première partie par la méthode d'analyse de l'économie de chaque pays.

Les pays post-soviétiques sont étudiés région par région : la Russie (considérée comme région économique distincte en raison de sa taille économique, démographique et géographique), la Transcaucasie, l'Asie centrale, les pays baltes et les autres anciennes républiques soviétiques d'Europe orientale. Au sein de chaque région, il existe de nombreuses différences entre les pays, mais aussi de nombreuses similitudes économiques qui nous permettent de les considérer ensemble.

En ce qui concerne l'espace post-soviétique dans sa totalité, depuis l'effondrement de l'URSS, il ne constitue plus une région du monde économiquement ou politiquement intégrée comme l'était l'URSS, il s'agit plutôt d'un espace constitué des régions distinctes indiquées ci-dessus. Cette thèse est confirmée par les pays baltes qui ont déjà adhéré à une région économique intégrée – l'Union européenne –, ainsi que par l'Ukraine, la Moldavie et la Géorgie, qui aspirent à la rejoindre.

En même temps, il existe des liens économiques étroits entre les nombreux autres pays de l'espace post-soviétique qui transforment ainsi ce dernier en intégration économique formalisée. Il s'agit par exemple de la Communauté économique eurasiatique (CEEA) qui réunit déjà cinq pays – Russie, Biélorussie, Arménie, Kazakhstan et Kirghizstan – avec une perspective d'adhésion pour d'autres pays post-soviétiques.

Enfin, il est opportun de comparer les différents pays post-soviétiques – si possible, bien sûr, de même niveau économique – du point de vue de leur réussite économique pendant le quart de siècle qui a suivi l'effondrement de l'URSS. Les comparaisons économiques sont précieuses pour l'analyse de l'économie nationale.

Ce manuel se réfère aux standards pédagogiques actuels de l'enseignement supérieur professionnel en Fédération de Russie pour la discipline « Économie ». La méthodologie utilisée pour l'analyse de l'économie nationale s'appuie sur le cours universitaire de théorie économique. En même temps, les méthodes traditionnelles d'analyse des pays utilisées sont celles qui sont coutumières des économistes russes.

Les auteurs espèrent que cet ouvrage aidera le lecteur à acquérir des connaissances sur l'économie de la Russie et des pays de l'ex-URSS ainsi que des compétences en matière d'analyse économique. Vos souhaits et commentaires peuvent nous être utiles, merci de les envoyer à : bulatov.moscow@mail.ru

Partie I

PRINCIPES DE L'ANALYSE DE L'ÉCONOMIE D'UN PAYS

Chapitre 1

Modèle économique d'un pays

La notion d'économie nationale

L'économie d'un pays, ou économie nationale, est une économie délimitée par des frontières nationales. Ainsi, l'économie de la Russie, ou économie russe, est l'économie à l'intérieur de ses frontières, et l'économie de l'URSS (économie soviétique) était l'économie dans les frontières de ce pays aujourd'hui désintégré.

L'économie d'un pays peut également être comprise comme l'économie d'une partie (territoire) distincte de ce pays qui jouit d'une autonomie économique et politique (Groenland, Hong Kong) et se distingue donc nettement de l'économie de l'État dans son ensemble (dans les cas cités, le Danemark et la Chine). Les organisations économiques internationales incluent ces territoires dans les statistiques des pays, en précisant que par pays, il faut entendre non seulement les États, mais aussi certains territoires.

En outre, il existe des entités administratives et territoriales qui se considèrent comme des États, mais la plupart des pays ne les considèrent pas comme tels mais comme territoires (par exemple, Taïwan, qui se fait appeler république de Chine). De telles entités existent également dans l'espace post-soviétique. Dans l'analyse de leurs économies, il est préférable de partir de l'hypothèse que votre propre pays reconnaît ou non ces entités comme des États souverains. Ainsi, la Russie reconnaît l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud, mais considère le Haut-Karabakh comme un territoire de l'Azerbaïdjan et la Transnistrie comme un territoire de la Moldavie.

Typologie des économies nationales

Deux cents économies nationales s'unissent en deux grands groupes, que l'on appelle « systèmes économiques », ou « sous-systèmes » si l'on considère l'économie mondiale comme un grand système. Il s'agit d'économies plus ou moins développées.

Les pays développés se caractérisent par un niveau élevé de développement économique. Le Fonds monétaire international compte 39 économies développées, à savoir l'Australie, Israël, l'Islande, le Canada, la Nouvelle-Zélande, Porto Rico, les États-Unis, le Japon et les nouvelles économies asiatiques développées (Corée du Sud, Singapour, Hong Kong, Macao et Taïwan), 19 pays de la zone euro (Autriche, Belgique, Allemagne, Grèce, l'Irlande, l'Espagne, l'Italie, Chypre, le Luxembourg, Malte, les Pays-Bas, le Portugal, la Slovaquie, la Slovénie, la Finlande, la France et les anciennes républiques soviétiques de Lettonie, Lituanie, Estonie), les autres pays développés d'Europe (Grande-Bretagne, Danemark, Norvège, Saint-Marin, République tchèque, Suisse et Suède) ne sont pas inclus dans cette zone. Selon d'autres classifications, le groupe des pays développés semble un peu différent : l'OCDE ne compte que 34 membres (dont le Mexique et la Pologne, Turquie, Chili, mais en n'incluant pas les économies asiatiques nouvellement développées) et l'ONU n'inclut pas Israël et ces économies asiatiques nouvellement développées parmi les pays développés, mais tous les États membres de l'UE, y compris la Bulgarie, la Hongrie, la Pologne, la Roumanie et la Croatie qui sont moins développées.

Toutes les autres économies du monde sont moins développées et sont généralement divisées en deux sous-groupes : les économies de marché émergentes (pays en développement) et les économies en transition. Le premier sous-groupe comprend la majeure partie des pays (plus de 130), et les économies en transition comprennent les deux douzaines de pays moins développés qui passent d'une économie socialiste à une économie de marché (capitaliste). Il s'agit des anciens pays socialistes d'Europe centrale et orientale qui ne font pas partie des pays développés (voir ci-dessus), ainsi que de toutes les anciennes républiques soviétiques (à l'exception des pays baltes) plus l'Abkhazie,

l'Ossétie du Sud et la Mongolie. En fait, la Chine et le Viêtnam font partie des pays à économie en transition, mais leurs dirigeants nient que le capitalisme se construit dans ces pays et préfèrent être classés comme économies en développement (pays à marché émergent) par les statistiques internationales, ce que font ces dernières. Il est possible de s'attendre à ce que les pays de transition que sont Cuba et la Corée du Nord deviennent encore plus socialistes.

Ainsi, pour classer une économie nationale dans l'un ou l'autre groupe, il faut d'abord déterminer son niveau de développement économique, ce qui peut se faire par l'analyse d'un ensemble d'indicateurs, à partir desquels la valeur du PIB (ou du revenu national brut) par habitant et la structure par branche du PIB sont généralement considérées comme les principales. Examinons ces indicateurs plus en détail.

PIB et RNB par habitant

Le produit intérieur brut (PIB) mesure le volume des biens et services produits à l'intérieur des frontières du pays selon la méthode de la valeur ajoutée, tandis que le revenu national brut (RNB) mesure le montant du revenu produit par les résidents du pays plus le revenu primaire net (c'est-à-dire la production et la propriété) dans leurs échanges avec des pays étrangers. Dans la plupart des pays, le PIB est généralement légèrement supérieur au RNB, mais dans un certain nombre de pays, c'est le contraire.

Pour les comparaisons internationales, le PIB et le RNB sont calculés dans la monnaie la plus courante au monde, le dollar. Toutefois, compte tenu de notre objectif qui est de comparer le niveau de développement économique de différents pays, il ne serait pas tout à fait correct de convertir les roubles en dollars au taux de change (nominal) car les taux de change sont soumis à des fluctuations et en outre, dans différents pays, il existe différents prix pour les biens et services. À cette fin, sous l'égide des Nations unies, dans le cadre du Programme de comparaison internationale, une fois tous les trois ans, des enquêtes sont menées pour déterminer le coût d'un panier d'environ 3 000 produits et services de base dans chaque pays par rapport

au même panier aux États-Unis (ajusté en fonction de la différence de qualité). Puis, en comparant la valeur d'un panier national à celle du panier américain, est déterminée la valeur des monnaies nationales par rapport au dollar. Ce taux de change arbitraire est appelé « parité de pouvoir d'achat » des monnaies (PPA). Les pays moins développés ont un meilleur taux de PPA que le taux nominal parce que leurs prix intérieurs pour la plupart des biens sont généralement inférieurs à ceux des États-Unis.

Dans l'intervalle, les organisations internationales et les organisations statistiques nationales extrapolent les PPA pour les années suivantes jusqu'à l'enquête suivante. Par exemple, l'agence fédérale russe des statistiques Rosstat a estimé le PIB par habitant de la Russie à 25 739 dollars en 2017 (au taux de change de 24,34 roubles pour 1 dollar).

Toutefois, les autorités statistiques nationales de la plupart des pays ne procèdent pas à de telles estimations. Par conséquent, ce sont les statistiques de la Banque mondiale qui sont généralement utilisées pour les comparaisons entre pays et selon ses données, le PIB par habitant à PPA en Russie en 2018 s'élevait à 27 147 dollars, ce qui correspond approximativement au niveau de la liste finale des pays développés : Grèce (29 874 dollars) et Lettonie (28 362 dollars). Parmi les pays post-soviétiques, ce sont le Kirghizstan (3 878 dollars) et le Tadjikistan (3 444 dollars) qui ont le PIB par habitant à PPA le plus faible, ils sont proches des pays africains pour cet indicateur.

Structure sectorielle du PIB

La structure sectorielle du PIB change à mesure que le niveau de développement économique du pays s'élève : la part du secteur primaire, qui domine depuis des milliers d'années, devient insignifiante, celle du secteur secondaire, qui a bondi pendant l'industrialisation, diminue en fonction du passage au stade postindustriel et celle du secteur tertiaire augmente. Toutefois, on distingue un certain nombre de particularités dans cette loi principale.

Le secteur primaire (agriculture, sylviculture, chasse et pêche, souvent désigné dans les statistiques anglaises sous le terme général

d'« agriculture » et qui couvre tous les secteurs susmentionnés, et pas seulement l'agriculture) a vu se réduire son poids dans la production du PIB des pays développés, principalement parce que dans la plupart d'entre eux, la demande en produits du secteur primaire augmente lentement en raison de la forte saturation à long terme de la population et de la productivité élevée du secteur primaire basée sur les méthodes industrielles agricoles. Ce secteur représente de 1 % du PIB (États-Unis, Allemagne) à 3 % (Espagne, Finlande). Dans les pays moins développés, la part de ce secteur est généralement plus élevée, sauf dans les pays où les conditions naturelles sont mauvaises. Par exemple, en Russie, sa part est de 3 %, bien qu'il n'y ait aucune preuve d'une forte saturation des besoins de la population en nourriture, et la productivité dans ce secteur est faible (comme en témoigne la part des employés dans le secteur primaire : 7 %, ce qui est bien supérieur à sa part du PIB). Dans d'autres États post-soviétiques les plus développés, ces indicateurs ne sont guère meilleurs, alors que dans d'autres pays post-soviétiques, ils sont encore plus bas, surtout dans les républiques d'Asie centrale. Ainsi, au Tadjikistan, le secteur primaire produit 21 % du PIB et emploie plus de la moitié de la main-d'œuvre.

Le secteur secondaire (industrie, BTP, production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau, communément appelé « industrie » en général dans les statistiques de langue anglaise) a réduit son poids dans le PIB des pays développés au cours des dernières décennies à 20-30 % en raison de la croissance plus rapide du secteur tertiaire et de la réduction de plusieurs industries. Ce dernier phénomène est souvent désigné sous le terme « désindustrialisation », mais dans les pays développés, c'est surtout la réduction des industries extractives, simples et dites « sales » qui est partiellement compensée par la croissance des industries de haute technologie. Le tableau est plus diversifié dans les anciennes républiques soviétiques : la part du secteur secondaire y varie de 23-27 % dans la Moldavie agricole et au Tadjikistan à 31-52 % dans la Biélorussie industrielle et dans l'Azerbaïdjan producteur de pétrole et de gaz et, dans le même temps, elle diminue dans la plupart des républiques. En outre, dans de nombreux pays de la Communauté des États indépendants (CEI), la désindustrialisation est davantage une dégradation de l'industrie due à la réduction des

industries de haute technologie (en particulier les biens d'équipement) et à leur compensation par les industries d'extraction, simples et « sales ». Ainsi, en Russie, la part du secteur secondaire est tombée à 36 %, non pas tant en raison de la croissance du secteur tertiaire qu'en raison de la réduction de la production dans l'industrie manufacturière, en particulier dans la construction mécanique et l'industrie légère (s'il n'y avait pas eu une baisse absolue de la production dans l'industrie manufacturière, la part du secteur secondaire dans le PIB russe, selon certaines estimations, aurait diminué beaucoup moins à 46 %).

Le secteur tertiaire (services aux personnes et aux entreprises) domine dans la plupart des pays de tous les groupes, mais sa structure est différente. Dans les pays développés, il s'agit principalement d'industries telles que l'enseignement et les soins de santé, les services financiers, professionnels et commerciaux, qui sont typiques de l'économie postindustrielle (aux États-Unis, ils représentent 50 % de tous les employés du secteur des services), plutôt que des industries traditionnelles telles que le commerce et le transport (24 % des employés aux États-Unis). Dans les pays les moins développés, la situation est différente : en Russie, le premier groupe d'industries emploie 40 % des travailleurs du secteur des services (en raison d'un petit nombre de travailleurs des services financiers), et dans le second groupe presque 40 % (en raison du nombre proportionnellement plus élevé de travailleurs dans le commerce qu'aux États-Unis ; en Russie, ils représentent 19 % de toute la main-d'œuvre de l'économie contre 14 % aux États-Unis).

Le concept de modèle économique national

L'étape suivante de l'analyse de l'économie nationale consiste à identifier son modèle. Le modèle économique d'un pays (ou modèle économique national) est la spécificité du mécanisme économique du pays qui le distingue des pays relevant du même niveau de développement, ainsi que des pays voisins.

Expliquons quelques aspects de cette définition. Pourquoi est-il conseillé de comparer les spécificités d'un pays aux pays ayant un

niveau de développement proche ou aux pays voisins pour définir ses spécificités ? Cela s'explique par le fait qu'à différents niveaux de développement, il existe des lois différentes (par exemple, les pays développés ont des taux de croissance économique inférieurs à ceux des autres pays qui les rattrapent, mais les pays émergents réduisent le rythme de leur croissance à mesure que le niveau des pays les plus développés augmente). Quant aux pays voisins, bien que la comparaison avec eux soit souvent inappropriée puisqu'ils peuvent se situer à des niveaux de développement différents, dans de nombreux cas elle est rationnelle car les pays voisins ont généralement beaucoup de similitudes (c'est la raison pour laquelle la Russie est souvent comparée aux autres pays post-soviétiques). Enfin, des études plus approfondies sont réalisées en comparant le pays avec les leaders mondiaux en termes de niveau de développement, et les grands pays avec d'autres grands pays.

Comment identifier les spécificités des relations économiques au sein d'un pays pour déterminer le modèle national ? Pour cela, il convient de se concentrer sur l'analyse des mécanismes qui déterminent ces relations ; ce sont les mécanismes non seulement économiques, mais aussi sociaux, éthiques et politiques du pays (ils ont un impact notable sur le mécanisme économique).

Méthode d'analyse des spécificités d'un modèle économique national

Pour analyser la spécificité d'un mécanisme économique, différents ensembles d'indices ou indicateurs peuvent être utilisés, à condition de les sélectionner indépendamment dans les statistiques nationales et internationales. Si l'on utilise des ensembles d'indicateurs existants, l'un des meilleurs ensembles d'indicateurs est probablement contenu dans le rapport annuel *The Global Competitiveness Report* de l'organisation non gouvernementale internationale Forum économique mondial et qui s'appuie sur des statistiques et des enquêtes nationales.

Le rapport a été rédigé sur la base des statistiques nationales et de sondages menés auprès des entrepreneurs locaux dans 140 pays. Il vise à déterminer le score (de 0 à 100) selon l'indice mondial de

compétitivité, mais la multiplicité et la représentativité des indicateurs (98 d'entre eux) compris dans cet indice et combinés en 12 sous-indices permettent également d'identifier les caractéristiques des mécanismes économiques nationaux.

Nous le montrerons à partir de l'exemple de la Russie et de certains pays qui lui sont proches en termes de développement économique en comparant leurs sous-indices.

Tableau 1.1
La Russie et les autres pays du même niveau de développement : indice mondial de compétitivité et sous-indices s'y rapportant, pour 2018

Indices	Russie	Pologne	Turquie	Kazakhstan	*Pour information :* États-Unis
Indice mondial de compétitivité (de 0 à 100, 100 étant la valeur maximale, entre parenthèses le rang du pays sur un total de 140)	**66 (43)**	**68 (37)**	**62 (61)**	**62 (59)**	**86 (1)**
dont : – environnement institutionnel	52,7	57,1	52,9	54,9	74,6
– infrastructures	72,2	79,3	72,6	67,3	89,5
– développement des technologies de l'information	72,2	54,4	53,5	64,9	71,2
– stabilité macroéconomique	87,5	100	67,4	80,3	99,6
– santé publique	68,5	86,2	86,2	70,8	86,5
– enseignement et formation du personnel	68,5	72,9	60,5	67	86,3

Indices	Russie	Pologne	Turquie	Kazakhstan	*Pour information :* États-Unis
– efficacité des marchés de produits	54,2	61,2	55,2	57,3	73,8
– efficacité du marché du travail	59,5	59,8	51,2	65,8	81,9
– visibilité du système financier	54,8	63,4	59,9	52,2	92,1
– dimensions du marché	84	73,4	78,5	63	99,2
– dynamisme des affaires	62,9	61,5	57,2	66	86,5
– potentiel d'innovation	50,7	48,7	44	32,1	86,5

Source : Forum économique mondial, *The Global Competitiveness Report 2018*, Genève, 2018.

Le tableau 1.1 présente un certain nombre de caractéristiques propres au mécanisme économique russe. D'une part, la Russie se distingue parmi les pays de niveau de développement similaire par son degré de développement des technologies de l'information et de la communication, sa stabilité macroéconomique (équilibre budgétaire sur la plupart des années, faible endettement public et réserves internationales importantes), son potentiel d'innovation, ainsi que sa taille de marché importante. D'autre part, les points faibles de la Russie sont les bas sous-indices d'environnement institutionnel, de santé de la population, d'efficacité des marchés des produits de base et de maturité des marchés financiers.

Le ratio des formes d'entreprises comme élément d'analyse du modèle économique national

Les spécificités du mécanisme économique du pays se reflètent également dans le ratio des formes d'entreprises dans le pays. Ce terme est interprété différemment, mais habituellement comme désignant les entreprises petites, moyennes, grandes ou du secteur public. Il est parfois remplacé par celui de « structure entrepreneuriale de l'économie » ou « structure d'entreprise », mais cette dernière est le plus souvent interprétée comme faisant référence à l'une des formes d'organisation juridique de l'entreprise : société de personnes, société à responsabilité limitée, société par actions, etc.

Le ratio des formes d'entreprises est important pour l'analyse de l'économie d'un pays ou de certaines de ses différentes parties. Ainsi, si le secteur public a un grand poids dans un pays, on peut donc considérer une économie avec une forte ingérence de l'État, et si le poids des grandes entreprises privées est grand, on est en présence alors d'une économie fortement monopolisée.

Dans la pratique, le principal obstacle à l'établissement du poids des différentes formes d'entreprises dans l'économie est le manque de statistiques. Ainsi, les définitions statistiques des petites entreprises diffèrent d'un pays à l'autre. Par exemple, les statistiques des États-Unis considèrent comme petite entreprise une société dont le nombre d'employés ne dépasse pas 500 personnes, comme moyenne entreprise si ce nombre est de 500 à 1 000, et les statistiques russes comprennent par petite entreprise une société dont le nombre d'employés est de moins de 100 personnes (ce qui inclut les entrepreneurs individuels sans formation d'une entité juridique et paysans ou agriculteurs), en moyenne ne dépassant pas 250 personnes. En outre, le SCN évalue les produits fabriqués par les ménages, mais ne les inclut pas dans le secteur des petites entreprises, sur la base du principe selon lequel les ménages produisent des produits essentiellement pour leurs propres besoins, plutôt que pour le marché. Mais dans de nombreux pays, le poids de base de la production agricole est produit par les ménages. Ainsi, en Russie, les ménages produisent 1/3 des produits agricoles du pays, et en fait, ce sont eux qui jouent le rôle de petites entreprises

dans l'agriculture russe, et non les ménages paysans (fermes), qui jusqu'ici ne représentaient que 12 % des produits agricoles. En fin de compte, c'est dans les petites entreprises que l'économie non observée est le plus souvent répandue et le rôle des petites entreprises dans l'économie du pays est donc statistiquement sous-estimé. Par conséquent, il convient d'être prudent lorsqu'on détermine le rôle des petites entreprises dans les économies moins développées, en partant de l'hypothèse que leur rôle est souvent sous-estimé.

En ce qui concerne les grandes entreprises privées, les statistiques nationales ne les distinguent généralement pas selon leur forme, et leur poids dans l'économie se mesure donc indirectement : en fonction de la part de 3 à 5 sur dix entreprises leaders dans leur secteur (branche, sphère) et de 100 à 200-500 entreprises leaders dans le PIB. Il convient de garder à l'esprit que, pour des raisons technologiques et autres, la concentration de capitaux est généralement élevée dans l'industrie et le secteur bancaire et beaucoup plus faible dans le BTP, l'agriculture et la plupart des industries de services. Prenons également en compte le fait que dans les pays exportateurs de matières premières avec leur domination de l'industrie d'extraction dans le PIB, l'existence dans ces branches d'activité d'un petit nombre d'entreprises conduit à des indicateurs très élevés de concentration du capital dans l'ensemble du pays. Pour cette raison, il est rationnel d'effectuer l'analyse du rôle des grandes entreprises dans l'économie, et non seulement dans l'économie en général, mais aussi dans les secteurs, les ensembles de secteurs, les sous-secteurs, etc. Un autre axe important d'analyse des grandes entreprises est la prise en compte de l'activité dans l'économie nationale des groupes qui comprennent des entreprises unies autour d'une société ou d'une banque, généralement sur la base de la participation en actions ou de relations traditionnellement formées. Leur analyse permet de mieux évaluer les véritables « centres de pouvoir » d'une économie nationale.

Pour ce qui est du rôle du secteur public dans l'économie nationale, nous notons un certain nombre de points inhérents à cette analyse. Ainsi, l'indicateur assez objectif du rôle de l'État dans l'économie est le poids des actifs immobilisés de l'État, mais il est souhaitable de prêter attention à leur structure sectorielle : ils sont généralement concentrés dans la production et les infrastructures sociales (routes, hôpitaux, etc.),

et le poids élevé de l'industrie indique la participation directe de l'État dans la production des produits industriels. La part élevée de l'État dans les actifs bancaires du pays témoignera de la participation directe de l'État dans le secteur bancaire (par exemple en Russie où les banques publiques détiennent plus de 70 % des actifs bancaires).

En outre, on trouve beaucoup de banques et d'établissements non bancaires dans les pays à marché émergent et dont le capital voit la participation aussi bien d'entreprises privées que de l'État (par exemple, Gazprom est détenu par l'État à hauteur de 52 % et par des entreprises privées à hauteur de 48 %). Par conséquent, il est difficile de déterminer la part réelle du secteur public dans la production du PIB. On estime qu'elle est de 20-25 % en Russie, et encore plus élevée en Biélorussie. En conclusion, il convient de noter que l'analyse des formes d'entreprises comprend aussi la part de l'économie qui ne fait pas l'objet d'un suivi mais qui fait partie des formes d'entreprises décrites ci-dessus (voir chapitre 20).

Autres processus ayant un impact sur le mécanisme économique

Le mécanisme économique du pays est fortement influencé par ses différentes composantes : mécanismes sociaux, politiques, éthiques (autrement dit, le modèle économique du pays est influencé par son modèle social, politique, éthique).

Commençons par le mécanisme social qui a généralement le plus grand impact sur l'économie, on parle donc souvent non pas du modèle économique mais du modèle socio-économique du pays (ce terme est particulièrement courant en Russie). La principale caractéristique du mécanisme social du pays est le niveau et la qualité de vie qu'il a atteints. Le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) s'efforce de réduire l'ensemble des indices de niveau et de qualité de vie en proposant un indicateur synthétique tel que celui du développement humain (IDH). Il s'agit d'une moyenne arithmétique entre trois sous-indices : espérance de vie, niveau de formation, PIB par habitant par PPA. L'idéal est lorsque chacun des sous-indices et

l'IDH dans son ensemble atteignent 1, c'est-à-dire la valeur maximale possible dans les conditions actuelles.

Selon le rapport annuel du Pnud sur le développement humain (*Human Development Report*), en 2017, les 58 premiers rangs de l'IDH (de 0,800 à 0,953) étaient occupés par les pays membres de l'UE et d'autres pays développés, plus les pays arabes du golfe Persique, ainsi que l'Argentine, l'Uruguay, le Chili, la Barbade, le Monténégro, Brunei et la Malaisie. Parmi les économies post-soviétiques, les pays baltes occupaient de bonne place dans la troisième ou quatrième dizaine de pays (0,847-0,871), la situation était plus mauvaise pour la Biélorussie, la Russie et le Kazakhstan qui se situaient à la fin de la cinquième dizaine (0,815, 0,808 et 0,800 ensemble). D'autres pays post-soviétiques avaient des indices encore plus bas (0,751 pour l'Ukraine, 0,672 pour le Kirghizstan, 0,650 pour le Tadjikistan).

Tableau 1.2
La Russie et quelques autres pays ayant un niveau de développement similaire : quelques indicateurs du niveau de développement social en 2017

Indices	Russie	Pologne	Turquie	Kazakhstan	*Pour information :* États-Unis
Indice de développement humain (en points, le maximum étant 100, entre parenthèses rang du pays sur un total de 189)	**0,816 (49)**	**0,865 (33)**	**0,791 (64)**	**0,800 (58)**	**0,924 (13)**
dont : – espérance de vie (en années)	71,2	7,8	76	70	79,5
– niveau de formation (y compris professionnelle et reconversion, en années)	12	12,3	8	11,8	13,4

Indices	Russie	Pologne	Turquie	Kazakhstan	*Pour information :* États-Unis
– RNB par habitant en parité de pouvoir d'achat (PPA, en dollars)	24 233	26 150	24 804	22 626	59 941
Pour information : indice de Gini (de 1 à 100 : différenciation maximale de revenus) en 2010-2017	37,7	31,8	41,9	26,9	41,8

Source : Pnud, *Human Development Indices and Indicators 2018*, Statistical Update, New York, 2018, p. 22-23, 30-31.

Comme le montre le tableau 1.2, la Russie a une faible espérance de vie (inférieure d'un an à la moyenne mondiale), un bon RNB par habitant pour le personnel enseignant (1,6 fois supérieur à la moyenne mondiale) et un niveau d'enseignement élevé (douze ans d'enseignement par adulte contre 8,4 ans en moyenne mondiale). Nous pouvons conclure que, selon les normes mondiales, la Russie n'est pas un pays pauvre avec une population très instruite, mais avec une faible espérance de vie.

Quant au mécanisme politique du pays, il influence son développement économique principalement par le biais des institutions démocratiques. Il existe diverses évaluations quantitatives du niveau de démocratie. Ainsi, selon l'indice de démocratie publié par l'Economist Intelligence Unit et mesuré sur une échelle de 10 points, parmi les pays post-soviétiques, les pays baltes se classent en tête (7,35-7,97), et le Tadjikistan (1,93) et le Turkménistan (1,72) closent la liste.

Tableau 1.3
Niveau de démocratie dans certains pays en 2018, en points

Russie	Pologne	Turquie	Kazakhstan	*Pour information :* États-Unis
2,94	6,67	4,37	2,94	7,96

Source : www.eiu.com/public/topical_report.aspx?campaignid=Democracy.

On peut conclure que le niveau de démocratie en Russie est faible et supposer une séparation plus marquée entre les intérêts de l'élite dirigeante et ceux de l'ensemble du pays que dans un certain nombre d'autres pays ayant un niveau de développement similaire, ce qui se manifeste par une faible protection des droits de propriété, une faible indépendance du système judiciaire et une interférence administrative importante dans les activités des entreprises.

Le mécanisme éthique établi dans le pays influence le modèle économique national principalement par le biais d'institutions d'ordre éthique telles que l'implication dans le travail, la responsabilité, l'honnêteté et le respect des lois. Il est difficile de comparer l'implication et la responsabilité des citoyens russes à celles d'habitants de pays de niveaux de développement similaires, mais l'honnêteté et le respect des lois peuvent être indirectement évalués par des indicateurs statistiques communs tels que le niveau de corruption et de criminalité. L'indice de perception de la corruption établi chaque année par l'organisation non gouvernementale internationale Transparency International et reflétant la perception des entrepreneurs et des experts du niveau de corruption dans l'appareil d'État montre un niveau de corruption plus élevé en Russie que dans les pays ayant un niveau de développement similaire. À partir de l'indice « Environnement institutionnel » de l'indice de concurrence mondiale, il est possible de tirer l'indicateur de la propagation du crime organisé.

Tableau 1.4
La Russie et les autres pays de niveau
de développement similaire : indices de corruption
et de criminalité organisée en 2018

Indices	Russie	Pologne	Turquie	Kazakhstan	*Pour information :* États-Unis
Indice de perception de la corruption (rang du pays sur 180)	146	39	87	129	25
Criminalité organisée (rang du pays sur 140)	78	57	91	58	53

Sources : Transparency International, *Corruption Perception Index* (www.transparency.org) ; Forum économique mondial, *The Global Competitiveness Report 2018*, Genève, 2018.

Sur la base des données du tableau 1.4, on peut conclure qu'en Russie l'efficacité de l'économie est fortement réduite en raison de la corruption des fonctionnaires ainsi que de la criminalité organisée, qui, cependant, n'est pas beaucoup plus faible dans le reste des pays considérés, et encore plus élevée en Turquie.

Objectifs stratégiques d'un pays

Il convient d'achever l'analyse du modèle économique national en identifiant les problèmes ou objectifs stratégiques auxquels le pays est confronté. Cela aidera à comprendre ce dont il a besoin pour réussir son développement à long terme.

Par exemple, pour la Russie, il s'agit d'objectifs stratégiques tels que la modernisation, le développement des territoires de l'extrême-orient et du grand nord, la réintégration avec d'autres anciennes républiques soviétiques, le dépassement de la crise démographique, l'amélioration de la démocratie et de l'éthique (voir chapitre 8).